



Séance du conseil municipal du 19 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept le dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de SAINT-AUGUSTIN, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire publique, à la mairie, sous la Présidence de M. Francis HERBERT, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 13 octobre 2017

PRESENTS : MM HERBERT Francis, PREAU Anne-Marie, GUILLOU Norbert, BERTHELOT Evelise, NADAUD Raymond, MAISON Edwige, BERNARD-BARTHE Pierre, SIMON Sylvie, LARRIEU Freddy, ARNOULT Christian, JOUAN Patrick, RENEIX Sandrine.

Absents excusés : M. BONMORT Jean-Pierre ayant donné pouvoir à NADAUD Raymond.

Absents : M. FOURETS Jean-David.

Secrétaire de séance : Mme SIMON Sylvie

INSTITUTION ET VIE PUBLIQUE- FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES

N°2017-083: Approbation du procès-verbal de la réunion précédente

Après proposition du maire, le Conseil Municipal décide d'approuver à l'unanimité, le procès-verbal de la réunion du 25 septembre 2017.

Finances locales – Subventions et divers

N°2017-084: Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Travaux de démolition.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre des travaux qui débutera par la démolition d'une partie des bâtiments existants correspondant au lot n° 2 des marchés de travaux qui s'élève à 36 173.00 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur la possibilité d'obtenir une subvention du conseil départemental à hauteur de 30 % sur un plafond 180 000 € HT pour ces travaux de démolition.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

De solliciter une subvention du conseil départemental.

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide.

Date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017.

N°2017-085: Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Travaux relatifs aux locaux des services administratifs.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre de ce projet.

Le montant des travaux relatifs aux services administratifs s'élève à 353 192.76 € H.T. détaillés comme suit :

Lot n° 3 – Gros œuvre	98 511.15 € H.T.
Lot n° 4 – Charpente-Bois-Bardage	33 725.80 € H.T.
Lot n° 5 – Couverture	9 265.64 € H.T.
Lot n° 6 – Etanchéité	7 686.37 € H.T.
Lot n° 7 – Menuiseries Extérieures Aluminium	53 032.85 € H.T.
Lot n° 8 – Menuiseries intérieures	19 703.99 € H.T.

Lot n° 9 – Cloisons Isolation Plafonds	33 011.32 € H.T.
Lot n° 10 – Revêtements de sols Faïence	21 478.46 € H.T.
Lot n° 11 Peinture Revêtements muraux	7 810.78 € H.T.
Lot n° 12 Electricité	38 882.04 € H.T.
Lot n° 13 – Chauffage Plomberie Sanitaires	30 084.36 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur la possibilité d'obtenir une subvention du conseil départemental à hauteur de 30 % sur un plafond de 180 000 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

De solliciter une subvention du conseil départemental.

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide.

Date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017.

N°2017-086: Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Travaux relatifs à

l'agence postale.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre de ce projet.

Le montant des travaux relatifs à l'agence postale s'élève à 57 063.71 € H.T. détaillés comme suit :

Lot n° 3 – Gros œuvre	15 915.99 € H.T.
Lot n° 4 – Charpente-Bois-Bardage	5 448.92 € H.T.
Lot n° 5 – Couverture	1 497.00 € H.T.
Lot n° 6 – Etanchéité	1 241.85 € H.T.
Lot n° 7 – Menuiseries Extérieures Aluminium	8 568.27 € H.T.
Lot n° 8 – Menuiseries intérieures	3 183.48 € H.T.
Lot n° 9 – Cloisons Isolation Plafonds	5 333.49 € H.T.
Lot n° 10 – Revêtements de sols Faïence	3 470.18 € H.T.
Lot n° 11 Peinture Revêtements muraux	1 261.95 € H.T.
Lot n° 12 Electricité	6 281.99 € H.T.
Lot n° 13 – Chauffage Plomberie Sanitaires	4 860.59 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur la possibilité d'obtenir une subvention du conseil départemental à hauteur de 35 % sur un plafond de 180 000 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

De solliciter une subvention du conseil départemental.

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide.

Date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017.

N°2017-087: Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Travaux relatifs au

Bureau d'Information Touristique.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre de ce projet.

Le montant des travaux relatifs au bureau d'information touristique s'élève à 81 521.68 € H.T. détaillés comme suit :

Lot n° 3 – Gros œuvre	22 737.71 € H.T.
Lot n° 4 – Charpente-Bois-Bardage	7 784.37 € H.T.
Lot n° 5 – Couverture	2 138.64 € H.T.
Lot n° 6 – Etanchéité	1 774.12 € H.T.
Lot n° 7 – Menuiseries Extérieures Aluminium	12 240.70 € H.T.
Lot n° 8 – Menuiseries intérieures	4 547.95 € H.T.
Lot n° 9 – Cloisons Isolation Plafonds	7 619.46 € H.T.
Lot n° 10 – Revêtements de sols Faïence	4 957.52 € H.T.
Lot n° 11 Peinture Revêtements muraux	1 802.83 € H.T.
Lot n° 12 Electricité	8 974.50 € H.T.
Lot n° 13 – Chauffage Plomberie Sanitaires	6 943.88 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur la possibilité d'obtenir une subvention du conseil départemental à hauteur de 30 % sur un plafond de 180 000 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité
DECIDE

De solliciter une subvention du conseil départemental.

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide.

Date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017.

N°2017-088: Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Travaux relatifs relative à l'aménagement des extérieurs et espaces verts.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre des travaux qui comporte l'aménagement des extérieurs et espaces verts correspondant au lot n° 14 du marché et s'élève à 55 980.15 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur la possibilité d'obtenir une subvention du conseil départemental à hauteur de 30 % sur un plafond 100 000 € HT pour ces travaux de démolition.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité
DECIDE

De solliciter une subvention du conseil départemental.

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide.

Date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017.

N°2017-089 : Subvention départementale pour la restructuration et l'extension de la mairie – Création et travaux relatifs relative à la bibliothèque.

Monsieur le Maire rappelle les décisions n°2015-62 du 17 septembre 2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre au Cabinet Julie Faligant de NIORT, n° 2017-031 décidant de la consultation d'entreprises pour la restructuration et l'extension de la mairie et n° 2017-074 attribuant les différents lots de travaux aux entreprises.

Il informe l'assemblée municipale de la prochaine mise en œuvre de ce projet qui inclue la création d'une bibliothèque.

Le montant des travaux relatifs à cette bibliothèque s'élève à 104 757.48 € H.T. détaillés comme suit :

Lot n° 3 – Gros œuvre	29 218.55 € H.T.
Lot n° 4 – Charpente-Bois-Bardage	10 003.12 € H.T.
Lot n° 5 – Couverture	2 748.20 € H.T.
Lot n° 6 – Etanchéité	2 279.79 € H.T.
Lot n° 7 – Menuiseries Extérieures Aluminium	15 729.62 € H.T.
Lot n° 8 – Menuiseries intérieures	5 844.23 € H.T.
Lot n° 9 – Cloisons Isolation Plafonds	9 791.21 € H.T.
Lot n° 10 – Revêtements de sols Faïence	6 370.54 € H.T.
Lot n° 11 Peinture Revêtements muraux	2 316.69 € H.T.
Lot n° 12 Electricité	11 532.47 € H.T.
Lot n° 13 – Chauffage Plomberie Sanitaires	8 923.06 € H.T.

Le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur :

- la possibilité d'obtenir une subvention de la médiathèque départementale à hauteur de 20 % sur un plafond de 500 000 € HT.
- la création d'une bibliothèque municipale ouverte au public au moins 8 heures par semaines
- le budget initial pour l'achat de documents et livres qui sera renouvelé chaque année selon la formule 2€ par habitant et par an
- l'inscription d'un agent communal aux formations initiales

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

De créer une bibliothèque municipale ouverte au public au moins 8 heures par semaines

De solliciter une subvention à la médiathèque départementale pour la construction de celle-ci

De demander l'autorisation de pouvoir commencer les travaux sans attendre la décision d'attribution de l'aide, date prévisionnelle de début des travaux 4^{ème} trimestre 2017

De prévoir un budget initial de 2 680 € pour l'achat de documents et livres pour l'année 2018

D'inscrire l'agent communal en charge aux formations initiales organisées par la médiathèque départementale.

Intercommunalité

N°2017-090: MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROYAN ATLANTIQUE AU 1^{er} JANVIER 2018 - COMPETENCE GEMAPI ET MODIFICATION DE LA REDACTION DE LA COMPETENCE DES GENS DU VOYAGE

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe),
Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 en son article 148, modifiant l'article L.5216-5 du Code des collectivités territoriales,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 5211-20 et L.5216-5,

Vu l'article L.211-7 du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2240-DRCTE-B2 du 22 décembre 2016 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, à compter du 1^{er} janvier 2017,

Vu la délibération n°CC-170922-K4 du 22 septembre 2017 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le projet de modification statutaire suivant, conformément aux prescriptions des articles L.5216-5 du CGCT, exécutoire à compter du 1^{er} janvier 2018 :

I- COMPETENCES OBLIGATOIRES :

5. ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil

Modifié au 1^{er} Janvier 2018

- « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux articles 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».

7. GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS, comprenant les missions suivantes, énumérées à l'article L.211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- la défense contre les inondations et contre la mer,

- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Considérant que la mise en œuvre de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 a apporté de profondes évolutions dans la gestion et l'évolution des compétences des structures intercommunales à compter du 1^{er} janvier 2017. Elle a également prévu en son article 68 qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » sera une compétence obligatoire pour les communautés d'agglomération.

Considérant que la compétence obligatoire relative aux gens du voyage est à compter du 1^{er} janvier 2018 modifiée dans sa rédaction,

Il s'agit donc, pour la Communauté d'agglomération, de veiller au respect du formalisme imposé par la réforme de 2015. Quand bien même l'exercice de ces compétences, par le prisme d'un nouveau libellé statutaire, est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018, le législateur impose de procéder à une révision des statuts de l'EPCI dans les conditions de droit commun,

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la modification des statuts de la communauté d'Agglomération Royan Atlantique :

I- COMPETENCES OBLIGATOIRES :

5. ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil

Modifié au 1^{er} Janvier 2018

- « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux articles 1^o à 3^o du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».

7. GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS, comprenant les missions suivantes, énumérées à l'article L.211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,

- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,

- la défense contre les inondations et contre la mer,

- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le Conseil municipal

- après en avoir délibéré, à l'unanimité

- DÉCIDE :

- d'approuver la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, en modifiant l'intitulé de la compétence obligatoire :

I- COMPETENCES OBLIGATOIRES :

5. ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil

Modifié au 1^{er} Janvier 2018

- « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux articles 1^o à 3^o du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».

7. GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS, comprenant les missions suivantes, énumérées à l'article L.211-7 du Code de l'environnement :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,

- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,

- la défense contre les inondations et contre la mer,

- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

- d'autoriser le maire à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

N°2017-091: TRANSFERT DE LA COMPETENCE EN MATIERE DE « PROMOTION DU TOURISME DONT LA CREATION D'OFFICES DE TOURISME » A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2017 – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI),
Vu la délibération n°CC-140929-P6 du 29 septembre 2014, approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique (CARA) portant institution de la CLECT,
Vu la réunion de la CLECT en date du 5 septembre 2016, qui a d'une part défini les modalités d'évaluation du transfert des charges liées au transfert de la compétence tourisme des communes à la CARA à compter du 1^{er} janvier 2017, et, d'autre part, valorisé les recettes et les dépenses de fonctionnement en matière de tourisme sur la base des informations contenues dans les comptes administratifs des exercices 2014 et 2015 des communes concernées par le transfert.

Il a ainsi été également proposé de prendre en compte la moyenne des exercices 2014 et 2015 tels que constatés dans les comptes administratifs des communes concernées.

En matière de dépenses d'investissement, la CLECT avait proposé d'appliquer un ratio moyen d'investissement établi à 100 € / M2, amorti sur une période de 25 ans avec la possibilité offerte aux communes ayant réalisé des travaux d'investissement au cours des trois dernières années d'opter pour le montant des investissements réalisés amorti sur 25 ans.

Ce rapport adopté par la CLECT en séance du 6 septembre 2016, reposant sur la moyenne des exercices 2014 et 2015, a été adopté à la majorité qualifiée par les communes membres de la CARA.

La CLECT a convenu de se réunir au cours du second semestre 2017 pour prendre en compte l'exercice financier et budgétaire 2016, afin que le transfert de charges de la compétence en matière de tourisme soit évalué sur une moyenne des trois dernières années précédant celle de l'exercice de la compétence (moyenne 2014, 2015 et 2016).

A cette occasion, la CLECT souhaitait prendre en compte les surfaces réelles d'affectation des bâtiments communaux mis à disposition de la CARA afin d'affiner le montant du transfert de charges évalué sur la base du ratio d'investissement.

Cette clause, dite « de revoyure », fondée sur l'intégration des comptes de l'exercice 2016 et la prise en compte des surfaces réelles des bâtiments transférés dans le calcul du transfert des charges est à l'origine de la réunion de la CLECT qui s'est tenu le 27 septembre 2017.

Vu la réunion de la CLECT, en date du 27 septembre 2017,

La mise en œuvre de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi « NOTRe », apporte de profondes évolutions dans la gestion et l'évolution des compétences des structures intercommunales à compter du 1^{er} janvier 2017. Parmi les conséquences de l'application de la loi, les communautés d'agglomération devront exercer de nouvelles compétences obligatoires en lieu et place de leurs communes membres, dès 2017, notamment « *la promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* ».

Suite au renforcement législatif de l'intégration des structures intercommunales, il apparaît indispensable d'anticiper les conséquences financières du transfert de compétence par l'évaluation du transfert de charges concomitant.

Le processus de transfert de compétence emporte le transfert de la charge constatée dans les budgets communaux. Les modalités d'évaluation des transferts de charges sont encadrées par l'article 1609 nonies C du CGI. En vertu de ce dispositif, les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts. Le transfert de charges traduit **le principe de**

la neutralité financière du transfert de compétence entre les communes et la Communauté d'agglomération.

Telles sont les bases de travail sur lesquelles la Communauté d'agglomération et les 34 communes membres ont engagé leur réflexion sur l'évaluation du transfert de charges de la compétence en matière de tourisme **à compter du 1^{er} janvier 2017**.

Il est demandé aux conseils municipaux de bien vouloir délibérer sur le présent rapport dans un délai de trois mois à compter de sa notification, dans les conditions prévues à l'article L.5211-5 du CGCT

Une fois le rapport de CLECT approuvé par les conseils municipaux, la Communauté d'agglomération approuvera, pour chaque commune membre, le nouveau montant de l'attribution de compensation

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

- d'Approuver le rapport joint de la CLECT réunie le 27 septembre 2017 concernant le transfert de la compétence « *la promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* »,

- Autoriser M. le Maire à signer tous les actes et documents afférents à cette opération.

N°2017-092: TRANSFERT DE LA COMPETENCE EN MATIERE DE « ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES (ZAE) » A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2017 – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

Vu la délibération n°CC-140929-P6 du 29 septembre 2014, approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique (CARA) portant institution de la CLECT,

Vu la réunion de la CLECT, en date du 27 septembre 2017,

La mise en œuvre de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi « NOTRe », apporte de profondes évolutions dans la gestion et l'évolution des compétences des structures intercommunales à compter du 1^{er} janvier 2017. Parmi les conséquences de l'application de la loi, les communautés d'agglomération devront exercer de nouvelles compétences obligatoires en lieu et place de leurs communes membres, dès 2017, notamment en matière « *des zones d'activités économiques* ».

Suite au renforcement législatif de l'intégration des structures intercommunales, il apparaît indispensable d'anticiper les conséquences financières du transfert de compétence par l'évaluation du transfert de charges concomitant.

Le processus de transfert de compétence emporte le transfert de la charge constatée dans les budgets communaux. Les modalités d'évaluation des transferts de charges sont encadrées par l'article 1609 nonies C du CGI. En vertu de ce dispositif, les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées

Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts. Le transfert de charges traduit **le principe de la neutralité financière** du transfert de compétence entre les communes et la Communauté d'agglomération.

Telles sont les bases de travail sur lesquelles la Communauté d'agglomération et les 34 communes membres ont engagé leur réflexion sur l'évaluation du transfert de charges de la compétence en matière « *des zones d'activités économiques* » **à compter du 1^{er} janvier 2017**.

Il est demandé aux conseils municipaux de bien vouloir délibérer sur le présent rapport dans un délai de trois mois à compter de sa notification, dans les conditions prévues à l'article L.5211-5 du CGCT

Une fois le rapport de CLECT approuvé par les conseils municipaux, la Communauté d'agglomération approuvera, pour chaque commune membre, le nouveau montant de l'attribution de compensation

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité
DECIDE

- D'approuver le rapport joint de la CLECT réunie le 27 septembre 2017 concernant le transfert de la compétence en matière de « zones d'activités économiques (ZAE)

- Autoriser M. le maire à signer tous les actes et documents afférents à cette opération.

N°2017-093: ZONE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE – TRANSFERT EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES BIENS NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE- DETERMINATION DES CONDITIONS FINANCIÈRES ET PATRIMONIALES

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5211-5 et L5216-5,

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2240-DRCTE-B2 du 22 décembre 2016 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, à compter du 1^{er} janvier 2017,

Vu les délibérations n°170215-G1 du 15 février 2017 et n°170529-C1 du 29 mai 2017 portant transferts de propriété de parcelles par la commune de Saint-Sulpice-de-Royan à la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (CARA),

Vu les estimations domaines du 16 août 2016, 23 mai 2017, 24 mai 2017, et 29 août 2017,

Considérant le transfert à compter du 1^{er} janvier 2017, à la communauté d'agglomération dans le cadre de sa compétence obligatoire « Développement économique », notamment de la compétence en matière de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Considérant que ce transfert de compétence au profit de la CARA, entraîne corrélativement le transfert de l'ensemble des moyens nécessaires à l'exercice de la compétence.

Considérant que pour ce qui concerne les équipements meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence, tels que les VRD, l'éclairage public, les espaces verts, le régime de la mise à disposition à titre gratuit s'applique de plein droit.

Considérant que cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune, antérieurement compétente et ceux de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, bénéficiaire de ce transfert. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci. Il est précisé que les procès-verbaux de mise à disposition feront l'objet de délibérations ultérieures.

Considérant que les terrains restant à commercialiser en zone d'activité, propriété des communes membres et faisant partie de leur domaine privé, peuvent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété au profit de la communauté d'agglomération. Ce principe est assorti de l'obligation d'en déterminer les conditions financières et patrimoniales, dans le délai d'un an à compter de la date du transfert de compétence (soit avant le 1^{er} janvier 2018), par délibérations concordantes du conseil communautaire et de la majorité qualifiée des communes membres, requise pour la création d'une communauté.

Considérant que le transfert en pleine propriété s'effectue de manière distincte au transfert de charges et aux travaux de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

Considérant qu'après un travail d'inventaire et de recensement avec les différentes communes sur lesquelles existent des zones d'activité économique, plusieurs terrains ont été identifiés comme commercialisables, certains étaient même en cours de cession au moment du transfert de la compétence le 1^{er} janvier 2017.

Considérant que le Code général des collectivités territoriales ne fixe pas de méthode particulière d'évaluation, les communautés et leurs communes membres sont libres de les déterminer.

Considérant que pour tenir compte des caractéristiques différentes des zones, une méthode de valorisation financière uniforme n'a pu être trouvée, que toutefois il a été tenu compte du degré d'aménagement de chaque zone d'activité et de la nature commercialisable des terrains au moment du transfert de compétence.

Considérant que plusieurs situations sont envisagées :

1. Les zones d'activité aménagées dont certains lots viabilisés ont fait l'objet d'une promesse de vente (unilatérale ou synallagmatique) signée antérieurement au transfert de la compétence.

Considérant qu'il s'agit des situations dans lesquelles une commune membre s'est engagée à vendre un lot compris dans une zone d'activité économique, sans pouvoir signer l'acte authentique de vente avant le 1^{er} janvier 2017. La promesse unilatérale ou le compromis étant un contrat à transférer à la CARA à compter de cette date, seule la CARA est habilitée à conclure cette vente.

Considérant que deux transactions ont déjà fait l'objet de délibérations (*délibérations n°170215-G1 du 15 février 2017* pour le lot n°3 zone de « La Vaillante » à Saint-Sulpice-de-Royan, *et n°170529-C1 du 29 mai 2017* pour les lots n° 18, n° 20, n° 21, zone de la Queue de l'Ane à Saint-Sulpice-de-Royan), pour permettre de finaliser les ventes avec les acquéreurs sans qu'il soit nécessaire d'attendre la présente délibération.

Considérant que deux autres transactions sont également concernées, il convient de synthétiser ces transferts de propriété entre commune et CARA dans le tableau suivant :

Commune	Zone d'activité économique	Lot(s) concerné(s)	Superficie (m ²)	Prix H.T. (€) Prix H.T./m ²	Acquéreurs, date, nature du contrat, notaire
<u>Saint-Sulpice-de-Royan</u>	<u>La Queue de L'Ane</u>	Lots n° 18 – n° 20 – n° 21 cadastrés ZK 486 487 488	1 437	89 094,00	Pour mémoire , délibération du CC n°170529-C1 du 29 mai 2017 : SCI PIMA 1.16-17 18 et 4 août 2016, promesse unilatérale de vente, Me Caillaud notaire à Saujon
			2 728	169 136,00	
			2 143	132 866,00	
			Total : 6 308	Prix H.T./m² : 62,00	
<u>Saint-Sulpice-de-Royan</u>	<u>La Vaillante</u>	Lot n° 3 cadastré ZI 343	538	40 350,00	Pour mémoire , délibération du CC n°170215-G1 du 15 février 2017 : SCI MC IMMO 28 novembre 2016, promesse synallagmatique de vente, Me Caillaud notaire à Saujon
				Prix H.T./m² : 75,00	
<u>Saint-Sulpice-de-Royan</u>	<u>La Vaillante</u>	Lot n° 1 cadastré ZI 341	1 310	98 250,00	Monsieur Cyril GELLUSSEAU 7 juin 2016, promesse synallagmatique de vente, Me Caillaud notaire à Saujon
				Prix H.T./m² : 75,00	
<u>Sablonceaux</u>	<u>Gâte-bien</u>	Lots n° 1- 2- 3- 4 cadastrés C 1365 1366 1367 1368	2 965	74 000,00	Groupement de trois entreprises : les sociétés AREV ENVIRONNEMENT, STPA- Société travaux publics ALBERT et ATLAN'ROUTE 20 décembre 2016, promesse unilatérale de vente, Me Caillaud notaire à Saujon
			2 844	71 000,00	
			1 711	44 000,00	
			1 479	36 500,00	
			Total : 8 999	Prix H.T./m² : environ 25,06	

Considérant que pour ces transactions, les prix hors taxes, déterminés par les communes en 2016 avec leurs cocontractants respectifs, demeurent inchangés et s'appliqueront au transfert de propriété entre la commune concernée et la CARA.

Considérant que pour la zone de « La Vaillante » à Saint-Sulpice-de-Royan, le transfert de propriété à titre onéreux, entre la commune et la CARA, s'effectuera pour **un prix total de 138 600 € H.T.** Le reste des travaux à effectuer sur la zone d'activité résultant des marchés publics conclus par la commune, seront remboursés à l'euro près par la commune et feront l'objet d'une convention particulière.

Considérant que pour la zone de « La Queue de l'Ane » à Saint-Sulpice-de-Royan, le transfert de propriété à titre onéreux entre la commune et la CARA s'effectuera pour **un prix total de 391 096 € H.T.**

Considérant que pour les terrains actuellement en cours de vente sur la zone de « Gâte- Bien » à Sablonceaux, le transfert de propriété à titre onéreux, entre la commune et la CARA, s'effectuera **pour un prix de 225 500 € H.T.**

Considérant que pour les ventes devant intervenir entre la CARA et les acquéreurs désignés par les communes avant le transfert de compétence et n'ayant pas déjà fait l'objet d'une délibération en 2017, il convient de préciser que les prix de vente H.T. susmentionnés dans le tableau précédent seront majorés de la T.V.A. sur le prix total pour s'établir de la manière suivante :

Commune	Zone d'activité économique	Lot(s) concerné(s)	Superficie (m ²)	Prix H.T. (€)	T.V.A. 20% (€)	Prix T.T.C. total (€)
<u>Saint-Sulpice-de-Royan</u>	<u>La Vaillante</u>	Lot n° 1 cadastré ZI 341	1 310	98 250	19 650	117 900
<u>Sablonceaux</u>	<u>Gâte-bien</u>	Lots n°1- 2- 3- 4 cadastrés C 1365 1366 1367 1368	2 965	74 000	14 800	270 600
			2 844	71 000	14 200	
			1 711	44 000	8 800	
			1 479	36 500	7 300	

Considérant que la vente du lot n°1 de la zone dite de « La Vaillante », à Saint-Sulpice-de-Royan, par la CARA à Monsieur Cyril GELLUSSEAU s'effectuera pour **un prix T.T.C. de 117 900 euros.** Une délibération distincte viendra autoriser la signature de l'acte authentique par le Président de la CARA.

Considérant que la promesse de vente des lots n°1 à 4 de la zone dite de « Gâte-Bien », à Sablonceaux, aux sociétés AREV ENVIRONNEMENT, STPA-Société travaux publics ALBERT et ATLAN'ROUTE, aux termes d'un acte en date du 20 décembre 2016, est assortie de plusieurs conditions suspensives (obtention d'une autorisation d'urbanisme avant le 20 décembre 2018, absence de recours, obtention d'une autorisation d'ouverture au titre des installations classées, obtention de prêt, etc.). Cette promesse de vente est consentie pour un délai expirant le 20 septembre 2019.

Considérant que cette promesse de vente se réalisera pour **un prix T.T.C. de 270 600 euros.** Une délibération ultérieure viendra autoriser la signature de l'acte authentique de vente par le Président de la CARA.

Considérant que pour ces différentes transactions, Me CAILLAUD, notaire à Saujon, est désigné comme intervenant pour le compte et aux frais des communes de Saint-Sulpice-de-Royan et de Sablonceaux dans le cadre du transfert de propriété commune/CARA, puis pour le compte et aux frais des acquéreurs au titre de la vente des terrains susvisés.

2. Les zones d'activité disposant de terrains commercialisables et viabilisés (raccordés aux réseaux et disposant d'accès)

Considérant que pour ces zones d'activité, il est proposé de retenir comme méthode de valorisation, la valeur vénale estimée par France domaine.

Commune	Zone d'activité économique	Lot(s) concerné(s)	Superficie (m ²)	Prix H.T. (€) - Prix H.T./m ²
<u>Royan</u>	<u>Royan 2</u>	Parcelles cadastrées CI 761 831	21 778	1 088 900
			2 580	67 000
			Total : 24 358	Prix H.T./m² : 47.45
<u>Sablanceaux</u>	<u>Gâte-bien</u>	Lots n°5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 cadastrés C 1369 (n°5) 1370 (n°6) 1372 (n°7) 1371 (n°8) 1376 (n°9) 1374 (n°10) 1373 (n°11) 1375 (n°12)	2 830	70 500
			3 615	90 000
			1 589	39 500
			2 340	58 500
			2 748	68 500
			2 250	56 000
			2 112	52 500
			5 352	133 500
			Total : 22 836	Prix H.T./m² : environ 24,92
<u>Saint-Romain-de-Benet</u>	<u>Villeneuve</u>	Parcelles cadastrées I 1501 1503	2 582	59 000
			1 319	30 000
			Total : 3 901	Prix H.T./m² : environ 22,81

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains restant à commercialiser sur la zone d'activité « Royan 2 » à Royan, soit établie à **1 155 900 € H.T. et hors frais de notaire**.

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains restant à commercialiser sur la zone d'activité « Gâte-Bien » à Sablonceaux soit établie à **569 000 € H.T. et hors frais de notaire**.

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains restant à commercialiser sur la zone d'activité de « Villeneuve », à Saint-Romain-de-Benet soit établie à **89 000 € H.T. et hors frais de notaire**.

3. Les secteurs non aménagés ou les secteurs aménagés disposant de terrains aujourd'hui non commercialisables et non viabilisés.

Considérant qu'il existe des zones d'activité où la commercialisation des terrains nécessitera des investissements de la part de la CARA. En fonction du seuil de consultation obligatoire du service France Domaine, il est proposé que leur valorisation s'effectue soit à la valeur vénale estimée par ce service, soit à leur valeur nette comptable.

Considérant qu'il est proposé que la zone dite de « La Pierraillesse » à Saint-Romain-de-Benet, d'une superficie de 82 313 m², qui est une zone d'activité devant faire l'objet d'un aménagement, soit valorisée à sa valeur vénale.

Considérant qu'il est proposé que les terrains encore disponibles sur les zones dites de « La Bastille » à Epargnes et « Les Fadets » à Corme-Ecluse, soient valorisés à leur valeur nette comptable inscrite dans les budgets communaux.

Commune	Zone d'activité économique	parcelles concernées	Superficie (m ²)	Prix H.T. (€) - Prix H.T./m ²
<u>Saint-Romain-de-Benet</u>	<u>La Pierraillesse</u>	Parcelles cadastrées ZX 0043 0046	32 645	390 000,00 pour la totalité de l'emprise foncière
			49 668	
			82 313 pour l'emprise foncière	Prix H.T./m² : Environ 4.74
<u>Epargnes</u>	<u>La Bastille</u>	Parcelles cadastrées ZH 176 A 1907 1909	6 623	69 851,28 pour la totalité de l'emprise foncière
			3 927	
			1 531	
			12 081 pour l'emprise foncière	Prix H.T./m² : Environ 5.78
<u>Corme-Ecluse</u>	<u>Les Fadets</u>	Parcelles cadastrées ZE 200 204	6 426	15 000,00 pour la totalité de l'emprise foncière
			9 122	
			15 548 pour l'emprise foncière	Prix H.T./m² : Environ 0,96

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains de la zone à aménager dite de « La Pierraillesse » à Saint-Romain-de-Benet soit établie à **390 000 € H.T. et hors frais de notaire**.

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains à aménager de la zone d'activité dite de « La Bastille » à Epargnes soit établie à **69 851,28 € H.T. et hors frais de notaire**.

Considérant qu'il est proposé que la valorisation financière des terrains à aménager de la zone d'activité dite de « Les Fadets » à Corme-Ecluse soit établie à **15 000 € H.T. et hors frais de notaire**.

Le Conseil municipal

- après en avoir délibéré, à l'unanimité

D É C I D E :

- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone dite de « La Vaillante » à Saint-Sulpice-de-Royan, entre la commune et la CARA pour **un prix total de 138 600 € H.T.** (40 350 € H.T. pour le terrain déjà vendu et 98 250 € H.T. pour le terrain restant à commercialiser). Le reste des travaux à effectuer sur la zone d'activité résultant des marchés publics conclus par la commune, seront remboursés à l'euro près par la commune et feront l'objet d'une convention particulière. Les honoraires de Me Caillaud, notaire désigné, seront pris en charge par la commune dans le cadre du transfert de propriété entre celle-ci et la CARA pour cette zone d'activité économique.

- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone dite de « La Queue de l'Ane » à Saint-Sulpice-de-Royan, entre la commune et la CARA pour **un prix total de 391 096 € H.T.** Les honoraires de Me Caillaud, notaire désigné, seront pris en charge par la commune dans le cadre du transfert de propriété entre celle-ci et la CARA pour cette zone d'activité économique.

- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone d'activité « Gâte-Bien » à Sablonceaux, entre la commune et la CARA, pour un prix total de **794 500 € H.T. et hors frais de notaire** (569 000 € H.T. pour les terrains restant à commercialiser et 225 500 € H.T. pour les terrains faisant l'objet d'une promesse de vente signée en 2016). Les honoraires de Me Caillaud, notaire désigné, seront pris en charge par la commune seulement pour ce qui concerne la promesse unilatérale de vente en cours.

- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone d'activité « Royan 2 » à Royan, entre la commune et la CARA, pour **un prix total de 1 155 900 € H.T. et hors frais de notaire.**
- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone d'activité de « Villeneuve », à Saint-Romain-de-Benet, entre la commune et la CARA, pour un prix total de **89 000 € H.T. et hors frais de notaire.**
- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone à aménager dite de « La Pierraillesse » à Saint-Romain-de-Benet, entre la commune et la CARA, pour un prix total de **390 000 € H.T. et hors frais de notaire.**
- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone d'activité dite de « La Bastille » à Epargnes, entre la commune et la CARA, pour un prix total de **69 851,28 € H.T. et hors frais de notaire.**
- d'approuver les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers de la zone d'activité dite de « Les Fadets » à Corme-Ecluse, entre la commune et la CARA, pour un prix total de **15 000 € H.T. et hors frais de notaire.**
- d'autoriser le maire à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

Aide sociale – Secours exceptionnel

N°2017-094: Secours exceptionnel en bois de chauffage

Monsieur le Maire présente la situation d'un couple d'administrés en difficulté pour acheter du bois de chauffage avant la période hivernale. Jusqu'à cette année Monsieur « faisait son bois » mais sa santé ne lui permet plus.

Après étude du budget familial, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

De leur procurer 5 stères de bois sur la réserve communale pour la somme de 150.00 € soit 30.00 € par stère.

Autres actes de gestion du domaine public

N°2017-095: Convention de servitudes entre la commune et ENEDIS pour l'alimentation basse tension du lotissement « Le Clos de Lafont »

Dans le cadre de l'alimentation basse tension du lotissement « Le Clos de Lafond », un droit de servitudes par convention doit être consenti à ENEDIS afin :

- 1) d'établir à demeure dans une bande de 0,80 m de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 195 mètres ainsi que ses accessoires.
- 2) d'établir si besoin des bornes de repérage
- 3) d'encastrer un ou plusieurs coffrets ou/et accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade.
- 4) d'effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou de dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance, occasionner des dommages aux ouvrages étant précisé que ENEDIS pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.
- 5) d'utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Après avoir pris connaissance de ladite convention,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE

D'autoriser Mr Le Maire à signer ladite convention ainsi que l'acte notarié correspondant.

Finances locales – Divers

N°2017-096: Critérium du jeune conducteur

Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière, la préfecture de la Charente-Maritime lance un appel à projets visant à élaborer un programme d'actions à mettre en œuvre sur l'année 2018. Ce programme réunit des actions de prévention s'appuyant sur la formation, l'éducation, la sensibilisation et la communication en direction de tous les publics.

Ces projets peuvent être présentés par les associations, les collectivités, les services de l'état etc...

L'Automobile Club de l'Ouest propose l'organisation d'un critérium du jeune conducteur « Kid E Conduite » à Saint-Augustin en août 2018 pour la somme de 2 620 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDER

- de reconduire cette action
- de demander l'inscription de la commune au PDASR (Plan Départemental d'Action de Sécurité Routière)
- de SOLLICITER une subvention du département, la décision d'attribution des subventions étant prise par la Commission d'Attribution de subvention animée par la Directrice de cabinet du Préfet de la Charente-Maritime, chef de projet sécurité routière départemental, en fonction du montant de la dotation annuelle accordée.

Compte-rendu des décisions du Maire :

- **2017-081** : l'acquisition des parcelles AK 66 et AK 75 par voie de préemption
- **2017-082** : MAPA : lot1A et 1B désamiantage et démolition-Aménagement des espaces publics centre-bourg

La séance est levée à 20 h 25 (vingt heures et vingt-cinq minutes)

Affiché le 26/10/2017

Le Maire,

Francis HERBERT